

«LES OPINIONS PUBLIQUES ONT LE SENTIMENT QUE L'ON NE CONTRÔLE RIEN»

Hubert Vedrine

«Les opinions publiques ont le sentiment que l'on ne contrôle rien»

Ce que l'on appelle désormais la crise des migrants sème la panique sur le continent européen. Il faut distinguer l'urgence et le moyen terme. D'abord l'urgence. Le déferlement lié à l'atrocité de ce qui se passe en Syrie - sans oublier ceux qui viennent d'Erythrée et d'Afghanistan - s'ajoutant à une pression migratoire constante impose de décider vite. L'Europe, compte tenu de ce qu'elle est et prétend être depuis des siècles et ce pour des questions éthiques, presque identitaires, ne peut pas refuser l'asile à des gens en danger de mort. Le drame percute de plein fouet des opinions sur la défensive, inquiètes et écartèle les dirigeants entre compassion et responsabilité. Il révèle une divergence de fond entre les sociétés d'Europe de l'Ouest, qui se sont bon gré, mal gré, habituées au multiculturalisme, et celles d'Europe de l'Est qui s'y refusent. Et on ne peut nier que la question Islam / Islamisme est sous-jacente. Il n'empêche: il faut absolument donner un asile, provisoire ou durable en fonction de ce que voudront ces gens, en danger chez eux et dont la ténacité et le courage forcent le respect. Et s'il n'y a pas d'accord rapide possible à 28, ni même dans l'ensemble des 26 pays signataires des accords de Schengen, que tous les pays qui soient prêts à s'engager le fasse, maintenant! Régler les problèmes concrets, matériels. Ne pas s'épuiser en accusations, en invectives et en menaces, abandonner les procédures qui ne marchent pas pour en trouver d'autres plus opérantes. Tout de suite. Une confusion persiste dans les termes entre réfugiés, migrants, clandestins... C'est bien le drame. Nous payons cette confusion entretenue depuis des années. Deux courants l'ont alimenté: ceux qui pensent que tous les gens qui souffrent, qui sont misérables ou qui cherchent un emploi doivent être secourus. Il s'agit d'une partie de la gauche mais pas seulement, de beaucoup d'associations, d'organisations catholiques, de people sympathiques. Ils ont nourri cette confusion à partir de bons sentiments... dont l'enfer est pavé! Plus l'argument du besoin démographique, qui fait peur. D'autre part, l'extrême-droite qui alimente délibérément cette confusion inquiétante, parce qu'elle vit de ce fond de commerce. Ni les uns ni les autres ne respectent la spécificité de l'asile. Si celui-ci est utilisé à tort et à travers pour faire entrer indistinctement tous les gens qui le demandent, le droit d'asile ne survivra pas. Pour le préserver il faut le resanctuariser. Comment distinguer les demandeurs d'asile des migrants économiques? En clarifiant notre propre pensée, en harmonisant les critères de l'asile au sein de l'espace Schengen, en installant, vite sur les lieux d'arrivées massives de migrants les hotspots annoncés, des mécanismes permettant de distinguer ceux qui ont le droit de bénéficier de l'asile et des autres. Les personnes en provenance des Balkans par exemple, peuvent espérer entrer en tant que migrants économiques, si la conjoncture le permet, mais pas en tant que réfugiés politiques. Les personnes admises dans Schengen et voulant y rester devront faire des efforts d'intégration, sur les plans linguistique et culturel. Une harmonisation des prestations auxquelles les réfugiés ont droit s'imposera; par exemple, l'accès aux urgences médicales doit être maintenu, mais toutes les prestations sociales ne doivent pas être automatiques. C'est à voir. Sur quels critères une personne est-elle en danger? La jurisprudence est claire. Si elle est menacée ou persécutée pour des raisons de sexe, de religion, de d'ethnie, d'opinions politiques, par des états, ou des organisations. L'espace Schengen est-il adapté à l'importance prise par le mouvement migratoire? Abandonner Schengen serait un échec et un risque. Pour le sauver il faut le recréabiliser, rendre les contrôles extérieurs effectifs. En urgence, l'Allemagne, puis l'Autriche et d'autres rétablissent le contrôle (en principe provisoire) aux frontières. Les opinions sont inquiètes; elles ont le sentiment que l'on ne contrôle rien. Rappelez-vous le couplet sur la «mondialisation heureuse»! Les gens pensent qu'on les a escroqués, que l'on ne contrôle rien, ni les flux financiers, ni les flux humains. Le sans-frontiérisme a fait des ravages. Le principe même de Schengen qui remonte à 1985, mis en œuvre en 1997, est que la circulation interne est libre parce qu'il y a un contrôle externe. Il faut rétablir à ce double aspect. Un sommet de Schengen aurait dû avoir lieu depuis longtemps afin d'établir une politique européenne harmonisée de l'asile. Il faut même envisager de suspendre les états membres placés aux frontières extérieures de Schengen et qui, sous la pression, n'y parviennent plus pour des raisons géographiques ou politiques. C'est tout cela qui nous permettra, au total, d'être plus généreux et plus accueillants, et de l'assumer. Comment maîtriser l'immigration économique? Une cogestion doit être mise en place entre pays de départ (Afrique de l'Ouest, Amérique du Sud, Asie), pays de transit (Maghreb, Balkans) et pays d'arrivée (Europe). Il n'y a pas de raison que seuls les pays d'arrivée aient à gérer cela, en bout de chaîne, dans les pires conditions. Une conférence annuelle rassemblerait ces pays. Des quotas annuels seraient définis, par métier, en fonction des demandes de départ des demandeurs, et des besoins de l'Europe; les aides au retour seraient accrues. Les pays de départ devront s'attaquer aux causes de l'immigration: la stagnation, la mauvaise gouvernance. Cela fait des décennies que les pays d'Europe aident au développement! Maintenant, ces pays doivent prendre toutes leurs responsabilités. Ce dialogue franc contribuera au respect mutuel et créera une relation nouvelle. Faut-il une véritable politique d'intégration? Oui! L'Histoire le montre, la réussite de l'intégration dépend de trois critères: la quantité des migrants, la vitesse de leur arrivée (800000 personnes arrivant en 15 jours peuvent provoquer la panique générale, sur un siècle, non), enfin les écarts dans les modes de vie dus à la religion, aux rapports hommes-femmes, aux coutumes, aux habitudes alimentaires, au désir d'intégration ou non, etc. Plus la quantité est élevée, plus la vitesse est importante, plus les écarts sont grands, plus l'intégration sera compliquée, a fortiori l'assimilation, et potentiellement explosive. Ces migrations sont-elles les fruits amers de la politique extérieure occidentale? Dans certains cas en partie, oui, mais cette vision est trop simpliste. Il ne faut pas confondre immigration économique et immigration politique. L'immigration économique est issue de pays en paix qui sont indépendants depuis des décennies. Les réfugiés viennent de pays en conflit ou furent les dictatures, ou l'extrémisme islamiste. Enfin la Libye, la Syrie et l'Irak sont des cas particuliers. Pourquoi? Parmi les interventions, il faut distinguer celles qui se sont déroulées au mépris du droit international - Les Etats-Unis en Irak en 2003 -, et celles qui ont été légitimées par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies et alors elles ne sont plus «occidentales». La guerre contre l'Irak au Koweït en 1990, les interventions françaises au Mali, en République Centre Africaine et même en Libye ont été faites avec l'accord du Conseil de Sécurité. Rappelez-vous, c'est la Ligue arabe qui avait demandé une intervention, face à la menace du régime libyen de noyer dans le sang l'insurrection de Benghazi. La Chine et la Russie n'ont pas osé mettre leur veto. On aurait pu rêver que l'intervention se limite à casser l'armée de Kadhafi mais son régime voulait continuer le combat. De même on aurait pu imaginer, après la chute du régime, une mise en place d'une sorte de protectorat momentané, mais aucun libyen n'en voulait. Dilemme. Certes, le verrou libyen des mouvements migratoires a sauté, laissant passer une foule de personnes. Est-ce pour autant qu'il faut regretter le régime de Kadhafi? Si je suis pour faire le bilan des interventions depuis trente ans, je ne souscris pas aux déclarations qui rejettent la responsabilité de la situation actuelle sur le seul interventionnisme occidental. Il existe des tragédies sans solution facile. Faut-il intervenir en Syrie? Faut-il des troupes au sol et si oui lesquelles? La question syrienne ne doit pas être considérée de façon isolée mais comme une part de la désagrégation des structures mises en place au Moyen-Orient après la seconde guerre mondiale. Sur l'intervention américaine en Irak et au printemps arabe de Damas, sauvagement réprimé à Damas, - est venu se greffer le phénomène Daech en Irak puis en Syrie. L'effroyable menace Daech pose dès lors la question militaire et politique. Faut-il intervenir, et où? Une réaction possible serait une forme d'isolationnisme ou d'indifférence à ce conflit lointain. Cette position est devenue minoritaire en occident, et intenable au fur et à mesure des abominations perpétrées par Daech. Le président Obama a ainsi décrété, il y a un peu plus d'un an, une coalition pour contrer Daech. Cette coalition a permis de limiter son avancée en Syrie et en pays kurde, et de l'empêcher de prendre Bagdad ou Damas. Le résultat est que si le mouvement terroriste est plus ou moins endigué mais il n'est ni neutralisé ni encore moins éradiqué. Neutraliser Daech en Syrie signifie-t-il soutenir Bachar el-Assad? Les choses ne se présentent pas ainsi. Le président Hollande a raison de dégager la France d'une position qui était éthiquement honorable - combattre le régime d'Assad, comme Daech - mais qui était inopérante et qui a eu comme seul résultat de nous mettre hors-jeu. Il est donc réaliste d'évoluer, en affirmant comme les Américains, tout simplement, que la priorité est de neutraliser Daech. Cette priorité absolue pose la question de l'intervention militaire au sol. Mais il n'y aura pas de victoire militaire sans une coalition internationale de haut niveau, puissamment armée, bien dirigée, capable de mener une opération de très grande ampleur, avec des objectifs clairs. Mais alors, avec qui on se coalise t'on? Les Occidentaux, dans leur angélisme de ces vingt dernières années avaient fini par croire que la diplomatie n'était faite que pour parler avec des amis dont on partage les «valeurs». Cela ne les prépare pas à des choix difficiles. La diplomatie a été inventée pour disposer d'un autre moyen que la guerre face à des ennemis. A quoi doit ressembler la coalition? Une coalition militaire valable devrait associer les Etats-Unis, des Européens, (au minimum la France et la Grande-Bretagne), les Saoudiens, les Qataris, les Jordaniens, mais aussi les Turcs - qui devraient abandonner leur double jeu - et la Russie - si l'Occident accepte de la réinsérer dans le jeu international- et même l'Iran, à cause de l'Irak. Il faut que cette opération soit cautionnée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris donc par la Chine. Pour cela, il s'agit d'être, certes, clair sur l'objectif - détruire Daech- mais également sur l'après-guerre, comme il a été fait durant la seconde guerre mondiale lors des conférences de Téhéran, de Yalta et de Postdam. Quels régimes «après» en Irak et en Syrie? En Irak, cela nécessite de donner aux Sunnites, dans un pays majoritairement chiite, suffisamment de garanties institutionnelles, politiques et de sécurité pour qu'ils rentrent dans le jeu. Impossible sans l'aval de Téhéran. Coté syrien, il faut rétablir la confiance pour tous y compris les minorités non sunnites, alaouites, chrétiens, kurdes, etc. Relancer une conférence de Genève, où les Russes accepteraient cette fois, en suivant l'évolution sémantique de François Hollande, le départ, non pas immédiat, mais à un moment ou à un autre d'un processus politique, du président syrien. C'est ce dont parlerons Obama et Poutine. Sans tout cela, une intervention est vouée à l'échec.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > «Les opinions publiques ont le sentiment que l'on

ne contrôle rien»



17/11/2015